

Compte rendu Réunion DG Démarche Stratégique

La DG doit voir la réalité en face !

En ouverture de cette réunion du 22 mai, Solidaires Finances Publiques a interpellé la Direction générale sur les difficultés du dialogue social depuis plusieurs mois. La Direction générale doit faire la preuve de son écoute des représentants des personnels et de son respect des instances, tant au plan national que local. C'est sur pièces et en prenant nos responsabilités que nous jugerons de la qualité du dialogue social. Or, en la matière, les urgences sont nombreuses : c'est la raison de notre participation à cette réunion et à celles qui vont être organisées sur les thèmes et les enjeux qui concernent concrètement les agents.

« Nos Finances Publiques » !

Nous avons ensuite présenté notre dossier consacré à la démarche stratégique, qui a servi de support à nos interventions. Ce dossier porte tout à la fois sur les principes du service public que nous défendons, sur ce que devrait être selon nous une véritable stratégie pour la DGFIP, et sur les grands enjeux de la période. Au cours de cette réunion, nous avons insisté sur la caractère intenable de l'évolution constatée depuis plusieurs années et démontré que la DGFIP devait être renforcée en moyens et réorientée vers davantage de soutien technique et vers une amélioration des conditions de travail. Telle doit être selon nous l'orientation de la DGFIP.

Une présentation rapide de l'administration a rappelé que ce document n'était pas finalisé, qu'il n'était pas rigide, et qu'il n'était pas un catalogue de mesures. Il doit être lisible par les agents et les cadres. Ce document doit donner du sens, des perspectives, pour la DGFIP après sa création. Ainsi il a été réalisé autour de la communauté professionnelle, la DG reconnaissant toutefois le faible nombre de contributions des agents.

Trois axes se dégagent :

- le développement du numérique à la fois pour l'agent et l'utilisateur
- les simplifications et la prévention de la complexité
- l'adaptation du réseau et des méthodes à mettre en lien avec la décentralisation.

Dématérialisation et besoins de service public.

Sur le développement de l'informatique, du numérique, de la dématérialisation, Solidaires Finances Publiques a rappelé que le développement des NTIC n'avait pas allégé les tâches des agents, la réception physique et téléphonique. Au contraire le développement de l'outil informatique ces dernières années a créé un malaise chez les agents. En effet le manque de transparence sur les buts de cette mise en place a été aggravé par le fait que cet outil n'a pas été associé à une aide pour faciliter le travail mais aux suppressions d'emplois et aux réformes incessantes.

L'administration a rappelé que le tout numérique n'était pas une stratégie en soi, cependant qu'il était indispensable pour faire évoluer notre administration dans la société. Il est avéré qu'un équilibre doit être trouvé à la fois pour les personnels et les usagers. Cet équilibre doit permettre que l'arrivée d'une nouvelle application ne doit pas être source de stress pour les agents et pour cela un accompagnement doit être fait. Pour l'utilisateur il ne faut écarter aucun public (éviter la fracture numérique), le souci de l'égalité de traitement doit faire l'objet d'une réflexion approfondie dans ce domaine.

L'administration a reconnu que dans ce monde en constante évolution la recherche de la stabilité était nécessaire cependant que la capacité d'adaptation de chacun devait être une valeur importante.

Concernant les mesures de simplifications Solidaires Finances Publiques a indiqué que ces mesures ne sont pas la solution à l'augmentation conséquente de la charge de travail dans les services. De plus elles doivent faire l'objet d'une réflexion constructive afin d'éviter tout risque dans le cadre de l'exercice des missions. Un point d'étape régulier doit être mis en place.

Les applications informatiques posent encore de multiples difficultés aux utilisateurs, tandis que l'on ne donne pas aux informaticiens du réseau les moyens et le temps de répondre aux attentes. Le lien avec les contraintes métier ne se fait toujours pas de la bonne manière, et la DGFIP a négligé de valoriser et de développer les outils élaborés en interne.

La confiance dans le dialogue social ? Ça reste à prouver !

Sur le dialogue social et les conditions de vie au travail, notre organisation a rappelé son attachement à un dialogue social national et local respectueux et constructif. Le dialogue informel n'a de sens que s'il consiste à préparer dans la transparence des décisions réellement débattues dans les instances représentatives. Solidaires Finances Publiques affirme que l'esprit de la mise en place des instances de dialogue (CT et CHSCT) repose sur un débat contradictoire documenté, argumenté et transparent. La « confiance » revendiquée par l'administration n'aura de sens que si les responsables administratifs font la preuve de leur volonté à la faire vivre. S'appuyant sur les refus de réunir les CHSCT, en consacrant plus d'énergie à chercher un déni formaliste qu'à dialoguer sur le fond, sur la faible consistance des documents et des informations transmises – lorsqu'elles le sont -, Solidaires Finances Publiques constate que ce sont les responsables administratifs qui bloquent le dialogue social et refusent la transparence.

Il reste un passif !

Si l'administration entend se projeter vers une culture commune qu'elle veut « favoriser », elle ne doit pas passer par perte et profits les « passifs » de la fusion. Pour Solidaires Finances Publiques, les agents et les cadres ont dû gérer et subir la juxtaposition des pratiques quotidiennes différentes, ils vivent une distance qui s'est accentuée non seulement entre la centrale et les services, mais surtout entre le commandement local et la réalité des services. Cumulées aux suppressions d'emplois, aux réorganisations, à la pression accrue des contrôles internes, elles ont provoqué des souffrances au travail qu'il ne faut plus ignorer.

Malgré les outils disponibles (fiches de signalement, droit d'enquêtes, DUERP et programme annuel de prévention, tableau de veille sociale et espaces de dialogue), l'administration ne sait et ne veut toujours pas les utiliser et les mettre en œuvre. Elle se retranche encore systématiquement sur le déni, le transfert de responsabilité, en refusant d'analyser les causes réelles de la dégradation des conditions de vie au travail. Solidaires Finances Publiques regrette que la démarche stratégique se referme sur les indicateurs RSE (Responsabilité Sociale de l'Etat), qui est sur plusieurs points en retrait des méthodes et outils mis en place depuis la fusion à la DGFIP et au Ministère !

Aucun document de la démarche stratégique ne fait référence à la « prévention ». Le seul impact des réorganisations, restructurations, simplifications et dématérialisations n'a jamais été anticipé et mesuré qu'en termes de suppressions d'emplois et de crédits ! L'impact réel sur le travail n'a jamais été analysé. Dans ces conditions, la DG ne doit pas s'étonner de la méfiance des agents et de leur non adhésion à sa démarche qui les ignore !

La réponse de l'administration concernant le dialogue social est d'admettre qu'il n'y a pas d'homogénéité. Mais de rappeler immédiatement que le temps du dialogue social est précieux et ne doit pas être « gaspillé » !

Si cette première réunion nationale sur le sujet ne constitue qu'une étape, qui doit pour nous s'inscrire dans un vrai débat de fond en CTR, Solidaires Finances Publiques se devait d'y porter la parole des agents, des militants, qui vivent au quotidien l'écart entre les orientations de Bercy et la réalité.